Communistes

www.PCF.fr

Contre la privatisation du réseau bus de la RATP (p. 7)

2027

Respect de nos choix démocratiques (p. 3)



Vidéo

Fabien Roussel sur franceinfo : salaires, nucléaire et présidentielle 2027

Anticommunisme

L'anticommunisme est de retour. Primaire ou secondaire. De droite et d'ailleurs. Après le maire LR de Saint-Raphaël, Frédéric Masquelier, qui érigea, l'été 2025, un monument aux « victimes du communisme », voici le maire RN d'Agde, Aurélien Lopez-Liguori, qui inaugure à son tour ce lundi une stèle identique. Des villes pourtant où les seules victimes furent le plus souvent des résistants, communistes, traqués par les nazis et leurs supplétifs ! Dans la foulée, l'éditorialiste de Bolloré et de CNews, Mathieu Block-Côté, entame un tour de France de conférences intitulées « Le communisme, menace d'hier et d'aujourd'hui ». À quand un mausolée à la Waffen SS qui défendait si bien l'Europe du communisme ?✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : ..... €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons ‹ lmons@pcf.fr ›

Du 22 octobre au 11 janvier : Exposition 1936/2026 Résonances, en partenariat avec le PCF, Libres comme l'art et l'Espace Niemeyer. Du mardi au samedi, de 12 h à 19 h. Entrée libre, visites de groupe sur accueil@espaceniemeyer.fr Espace Niemeyer, Siège du PCF (75019)

13 novembre, à partir de 18 h : Conférence-débat Retour sur la délégation du PCF en Palestine du 10 au 22 juillet 2026. Quelle solidarité internationale ? Quelles solutions politiques pour une paix juste et durable en Palestine ? Amphi de la Bourse du travail, Tarbes (65)

14 novembre : Marches pour le climat dans de nombreuses villes de France. La commission Écologie nationale invite les camarades à y participer massivement et à y diffuser le 4-pages Plan climat, disponible au lien suivant : https://revue-progressistes.org/2024/12/10/empreinte2050-le-resume-enfin-disponible/

14 novembre 16 h-17 h 30 : Qui veut la paix prépare la paix, avec Dominique Guérandel, Alain Rouy et Laetitia Sedou-Kursaal, Hellemmes (59)

20 novembre, à partir de 18 h : Henri Krasucki, l'émancipation en héritage. Avec Denis Peschanski, Sandrine Treiner, Jean Vigreux, Pierre Krasucki. Conférence, présentation de l'ouvrage *Nous voulions vivre mais pas à n'importe quel prix*. Inscription : https://www.pcf.fr/henri_krasucki_emancipation_en_heritage . Siège du PCF (75019)

21 novembre, à partir de 9h30 : Sabarautomne : à partir de 10 h, débat avec Léna Raud, porte-parole de Fabien Roussel, puis apéritif, repas (inscription : 06 37 94 35 41 josee.souque09@orange.fr) et animation musicale. Salle du Langoust, Sabarat (09)

21 novembre, à partir de 12h30 : À Hendaye, la fédération des Pyrénées-Atlantiques du PCF organise son traditionnel banquet fraternel et républicain, en présence de Christophe Grassullo, membre de la direction nationale et trésorier du PCF. Apéritif, repas basque, animation musicale, ambiance assurée et solidaire avec Cuba et la Palestine. Renseignements et inscription : pcf.pa@orange.fr

28 et 29 novembre : La section du Parisis organise sa 38e Fête du Livre. Entrée gratuite de 10 h à 19 h. Tous genres (BD, romans, beaux livres…). Samedi 29, dédicaceront des ouvrages, Antony Caillé pour *Que peut la police* et Pierre Krasucki pour le livre de mémoire d'Henri *Nous voulions vivre mais pas à n'importe quel prix*. Samedi soir (20h30) Débat : « Une police au service des citoyens est-elle encore possible ? » Intervenant : Antony Caillé, secrétaire général CGT Intérieur. Dimanche 30, Emmanuel Defouloy pour ses biographies de Martha Desrumeaux et Ambroise Croizat. 3 rue de Nancy, Cormeilles-en-Parisis (95)

9 décembre, à partir de 17h30 : Brigades internationales. S'engager pour la liberté. Plus d'informations et inscription : https://gabrielperi.fr/initiatives/brigades-internationales/. Siège du PCF (75019)

14 décembre : Présentation du Plan climat V2. En présence de Fabien Roussel, des rédacteurs du texte, de scientifiques, de syndicalistes… Inscriptions en présentiel ou en visio en écrivant à contact@ecologie.pcf.fr Siège du PCF (75019)

16 décembre, à partir de 18 h : Soirée d'hommage à Alban Liechti. Plus d'informations à venir. Siège du PCF (75019)

Mobilisations à venir

19 novembre : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

25 novembre : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

12 novembre / 18h30 : Rencontre coorganisée avec *Recherches internationales* : Les États-Unis après les élections de mi-mandat
Espace Niemeyer, salle des conférences, 8 rue Mathurin-Moreau, 75019 Paris
Inscription : https://gabrielperi.fr/rendez-vous/midterms-aux-etats-unis/

27 novembre / 9 h-18 h : Journée d'étude des Ateliers d'histoire du communisme. Sous le haut patronage de Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K
Palais du Luxembourg, salle Clemenceau Sud, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris
Inscription obligatoire : https://www.billetweb.fr/colloque-la-gauche-francaise-et-la-question-electorale

27 & 28 novembre : 11e Rencontres d'histoire critique de Gennevilliers : Refuser la guerre, une histoire du peuple
Espace des Grésillons, 28 avenue Paul Vaillant-Couturier, Gennevilliers
Inscription : https://gabrielperi.fr/rendez-vous/refuser-la-guerre-une-histoire-du-peuple/

Présidentielle 2027 : l'exigence de respect de nos choix démocratiques

À l'issue d'un congrès et d'un processus démocratique long de plusieurs mois, les adhérentes et adhérents communistes ont fait un choix pour l'élection présidentielle de 2027 et désigné à 72 %, le 6 septembre dernier, Fabien Roussel comme leur candidat à cette élection.



Ce choix d'une large majorité de militant·es est fondé politiquement sur l'analyse de la situation du pays, la gravité des difficultés quotidiennes de millions de nos concitoyens, le danger de l'extrême droite, et sur la conviction politique que la candidature communiste est indispensable pour la faire reculer et faire émerger une alternative politique de transformation sociale et démocratique.

Depuis, toutes nos forces, toutes nos instances sont mobilisées dans cette campagne comme dans le mouvement social qui grandit dans notre pays en faisant le lien entre luttes et perspectives politiques.

L'article 4 de nos statuts prévoit qu' « en cas de désaccord, tout·e adhérent·e garde le droit de défendre et d'exprimer son point de vue, cependant, par respect de la vie démocratique de notre parti, il se doit de respecter le choix majoritaire ».

C'est pourquoi un.e adhérent.e qui fait le choix de soutenir un autre candidat à l'élection présidentielle ne respecte pas notre choix collectif et démocratique, ce qui est contraire au fonctionnement de toute organisation.

Le PCF condamne toute prise de position en ce sens. Celui ou celle qui fait ce choix se met de lui-même en dehors du Parti et de ses instances. De fait, il ou elle ne peut plus y participer et ne peut plus s'exprimer au nom du PCF durant cette période.



Le Conseil national du PCF est pleinement engagé dans la campagne présidentielle aux côtés de Fabien Roussel et appelle les adhérentes et adhérents du PCF à ouvrir ensemble, en résonance avec le mouvement social exceptionnel qui s'exprime dans notre pays, une nouvelle phase de cette campagne.✪

Le Conseil national du PCF
Paris, le 7 novembre 2026

Portrait d'une porte-parole



Gladys Grelaud, élue finistérienne, devient porte-parole de la campagne présidentielle de Fabien Roussel

Fabien Roussel vient de dévoiler son équipe de huit porte-parole pour la campagne présidentielle. Parmi eux, Gladys Grelaud, conseillère régionale de Bretagne, conseillère municipale de Landerneau et membre du Comité exécutif national du Parti communiste français, portera la voix de la ruralité en Bretagne et au niveau national.

Cette nomination vient reconnaître le parcours et l'engagement d'une élue profondément attachée aux territoires, à leurs habitants et aux enjeux du quotidien. Urbaniste de profession, elle défend une Bretagne qui ne veut pas choisir entre développement économique, justice sociale et transition écologique. « Il faut tenir les deux bouts : produire ici, en France et en Bretagne, et produire autrement. Arrêtons de marcher sur la tête ! »

C'est le fil rouge de son engagement : retrouver la capacité de produire en France et dans nos territoires, de créer des richesses, des emplois et des savoir-faire, tout en respectant les femmes, les hommes et l'environnement. Produire écologiquement et socialement, c'est se donner les moyens de financer des services publics de qualité, accessibles à toutes et tous, à la campagne comme en ville : l'éducation, la santé, le logement, les transports et la culture. Cette ambition prend tout son sens en Bretagne, terre de production, de travail et de savoir-faire.

Gladys Grelaud entend défendre une véritable souveraineté alimentaire, fondée sur une agriculture durable, une alimentation de qualité et la reconnaissance de celles et ceux qui produisent et transforment. Avec les 75 000 travailleuses et travailleurs de l'agroalimentaire breton, des conserveries du Sud-Finistère aux entreprises de transformation qui font vivre nos territoires, il s'agit de défendre une filière qui doit pouvoir produire, rémunérer dignement le travail et répondre aux besoins de la population.

La même exigence vaut pour l'industrie. Des fonderies du Morbihan aux activités automobiles de Stellantis en Ille-et-Vilaine, notre région dispose de compétences, d'outils industriels et de salariés qui méritent un avenir. La réindustrialisation ne peut pas être un simple slogan : elle suppose des investissements, des formations, des emplois stables, des salaires dignes et une stratégie de transformation écologique de notre appareil productif.

Au conseil régional, au sein du groupe Communistes et Progressistes, Gladys Grelaud est notamment déléguée à la politique de la ville et référente pour la presqu'île de Crozon et l'Aulne maritime. Elle défend le développement du ferroviaire, les investissements portuaires et l'égalité d'accès aux services publics. À Landerneau, où elle a conduit en mars 2026 la liste d'union de la gauche aux élections municipales, elle siège au conseil municipal et dirige l'opposition. Elle est également conseillère communautaire. Son engagement s'inscrit aussi dans les instances nationales du PCF. Membre du Comité exécutif national depuis 2023, elle y est chargée des questions de ruralité.

Dans la septième puissance économique mondiale, il n'est pas acceptable que celles et ceux qui créent les richesses soient aussi celles et ceux qui peinent à vivre de leur travail. La richesse produite doit revenir à celles et ceux qui la créent et permettre de répondre aux besoins collectifs.

« La Bretagne ne doit pas être regardée avec mépris depuis Paris, mais entendue et respectée dans toute sa diversité. Nous avons des savoir-faire, des industries, une agriculture et des salariés qui font la richesse de notre région. Il faut arrêter de marcher sur la tête : nous devons pouvoir produire ici, en France et en Bretagne, écologiquement et socialement, plutôt que dépendre toujours davantage des autres. Produire des richesses doit permettre de mieux rémunérer le travail, de financer nos services publics et de garantir à chacune et chacun le droit de vivre dignement, partout dans le pays. Je veux que, dans la septième puissance économique mondiale, le mot travailleurs rime enfin avec fiers et dignes, et non plus avec pauvres. C'est cette ambition que je porterai dans la campagne présidentielle », déclare Gladys Grelaud.

En rejoignant cette équipe paritaire de huit porte-parole, Gladys Grelaud contribuera à faire vivre le projet porté par Fabien Roussel : une campagne de rupture avec le capitalisme, pour que le travail paie, pour la souveraineté alimentaire et industrielle, pour la justice sociale, la transition écologique et l'égalité entre les territoires. ✪

Landerneau, le 4 novembre 2026

Respect de la démocratie et urgences sociales



Mardi 3 novembre, journée chargée pour le candidat communiste côté médias. Il participe à la matinale de France Info. Où trouver l'argent pour les lycées et les facs ? Il faut « secouer Emmanuel Macron, et vous allez voir les billets qui vont tomber », dit-il. L'info est reprise par *Le Parisien* : « Le candidat du PCF appelle à ce que la « tonte change de camp », estimant nécessaire de « récupérer l'argent qui est le nôtre et qui nous sert à payer nos factures et avoir des salaires dignes ».

Moins de deux heures plus tard, conférence de presse au siège du PCF où Fabien Roussel commente l'actualité puis présente ses huit porte-parole. Des propos largement repris, par l'AFP, BFM, *l'Humanité*, lamarseillaise.fr, *20 minutes*, Gentside, YahooActu, *La Provence*, ParlonsPolitique, *Libération*. Ce dernier journal titre : « Montée de la haine et du racisme, menaces contre LFI et la CGT ; Fabien Roussel fait le parallèle avec les années 30. Le candidat communiste s'inquiète d'une persistance accrue de la violence de l'extrême droite dans le débat public, dessinant des traits communs avec la période qui a vu le fascisme et le nazisme arriver au pouvoir en Europe. » Plusieurs médias retiennent ses mots sur la colère sociale, la nécessité de « mesures fortes inscrites dans le budget », ses encouragements à de puissantes mobilisations.

Ouest-France (4/11) présente « la Finistérienne Gladys Grelaud, porte-parole du candidat communiste pour 2027 ».

Le 5 novembre, alors que se tient une puissante journée de mobilisation syndicale, nombre de médias répètent en boucle la décision - « pas très élégante », dira le candidat du PCF - de quatre députés communistes de se rallier à Melenchon ; on peut parfois sentir comme un petit frisson anti-communiste parcourant certains de ces réseaux. Samedi, au terme d'une réunion de la direction communiste (voir p. 3), Fabien Roussel rappelle, sur BFM, qu'il a lui, à la différence de ces quatre élus (trois et demi, précisera-t-il à France Info), « un principe en politique, le respect de la démocratie », que leur attitude est « contraire à nos règles de vie ». Sont-ils exclus ? demande la journaliste. « Je préfère faire pousser des têtes qu'en couper », répond le candidat. Ils sont « suspendus » le temps de la campagne. Dans le même entretien, il détaille les propositions communistes (Smic à 2 200 euros, augmentation des salaires, échelle mobile) dans la perspective de la Conférence sociale. Cet entretien sera largement repris (RTL, *l'Humanité*, le *jdd*, *la Dépêche*, *Le Monde*, Orange Actu…). On retiendra aussi le commentaire d'André Chassaigne « attristé par le comportement d'auto-entrepreneur » des quatre élus (*La Montagne*).

La semaine se conclut dimanche 8 par la participation du candidat à l'émission « Le grand enjeu » de France Info (18 h), animée par Myriam Encaoua. Fabien Roussel aura l'occasion d'évoquer tout à la fois les priorités sociales, les choix budgétaires, la lutte des lycéens, les défis énergétiques, la guerre en Ukraine, le rassemblement à gauche, le RN (fort argumentaire sur le thème « À quoi sert le RN ?), les data-centers, la casse industrielle et la réindustrialisation… Émission de belle tenue qui trouvera des échos (notamment l'engagement du candidat à aller « jusqu'au bout ») dans *Le Figaro* et *Le Monde* notamment.

A signaler aussi dans LibertéActus (8/11) « Au PCF, la folle aventure d'une poignée de députés ».✪

Quatre-vingts ans du statut des fonctionnaires

Sous la coupole de la place du Colonel-Fabien, le 3 novembre dernier, le statut général des fonctionnaires a soufflé ses quatre-vingts bougies dans un esprit de combat et de transmission. Autour de cette grande conquête de la Libération, militants, responsables syndicaux et acteurs du service public se sont réunis pour faire revivre l'ambition de 1946 et mesurer tout ce qu'elle porte encore de promesses pour l'avenir.

Aux côtés du secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, d'Anicet Le Pors, ancien ministre de la Fonction publique et artisan des grandes avancées statutaires des années 1980, une table ronde a réuni Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU, Barbara Filhol, secrétaire générale de la CGT Santé et Action sociale, Thierry Nier, secrétaire général de la CGT Cheminots, et Pierre Ouzoulias, sénateur communiste des Hauts-de-Seine.



En 1946, dans une France encore meurtrie, le statut général des fonctionnaires portait une ambition profondément révolutionnaire. Sous l'impulsion de Maurice Thorez, avec les forces syndicales, il s'agissait de faire émerger une figure nouvelle, celle du fonctionnaire-citoyen. Un agent public libre de son jugement, protégé de l'arbitraire, reconnu dans ses droits et associé à la gestion de son administration. Une conception de la fonction publique où la démocratie, la justice sociale et l'efficacité avancent de concert. Une conquête qui faisait de l'intérêt général le cœur battant de l'action publique. Au fil des échanges, cette histoire a trouvé un écho singulier dans les combats contemporains, à l'heure où les attaques contre les garanties statutaires se multiplient. Pourtant, le statut demeure le seul rempart contre la soumission aux pouvoirs politiques, les logiques de compétition et la marchandisation des services publics. Il constitue aussi la promesse d'une administration accessible et capable de répondre aux besoins de toutes et tous. Fabien Roussel l'a rappelé, « justice, démocratie, efficacité et modernité marchent du même pas ». Une formule qui résume l'esprit des bâtisseurs de 1946 et dessine une perspective pour aujourd'hui. Défendre le statut, c'est défendre les travailleuses et travailleurs qui font vivre les services publics, leur dignité, leur indépendance et leur capacité à exercer pleinement leurs missions. L'anniversaire du statut a ainsi pris des allures de passage de témoin. Des combats de la Résistance aux luttes d'aujourd'hui, une même exigence traverse les générations, celle d'une République qui se donne les moyens de servir le peuple. Quatre-vingts ans après, le statut reste une conquête à la portée révolutionnaire intacte et une promesse d'avenir. Il a fallu des luttes pour le bâtir. Il en faudra d'autres pour le défendre, le renforcer et le faire grandir.✪

N.T.

Face à la privatisation du réseau bus de la RATP, les communistes mobilisés

Depuis le 1er novembre, l'EPIC RATP n'exploite plus le réseau francilien historique de bus. Plus aucun bus n'est donc entretenu ni conduit par des agents RATP.

Valérie Pécresse et la droite régionale ont fait le choix de transférer le réseau bus (exploité jusqu'ici par la RATP) à des filiales privées via des appels d'offre.

C'est avant tout une bataille politique, car d'autres choix étaient possibles. La droite régionale est allée jusqu'à refuser à l'EPIC RATP le droit de répondre aux appels d'offre et a obligé tous les candidats à créer des filiales de droit privé pour empêcher le réseau de rester aux mains d'entreprises publiques.

Les réseaux du tramway, métro, RER et Transilien connaîtront le même sort dans les prochaines années si personne ne l'empêche.

L'ensemble du réseau a donc été découpé en 13 lots. Depuis le 1er novembre 2025, ces lots ont été peu à peu attribués à leurs nouveaux exploitants (Keolis, Transdev, Cap Île-de-France et ATM). Les derniers lots ont été transférés au 1er novembre 2026. L'ensemble du réseau est donc aujourd'hui exploité par des entreprises privées, dont l'objectif premier n'est pas de transporter des personnes mais de faire de l'argent.

Les privatisations dans l'énergie, les autoroutes, les télécoms, etc., nous ont montré ce qui se passe à chaque fois : un service de moindre qualité avec des prix qui explosent.

Concrètement :



- Pour la Région et Île-de-France Mobilité : 5 milliards dépensés en rachat de bus et de centres bus à la RATP, publicité et étude des appels d'offre, etc., et pas un bus en plus ! Les hausses de prix du pass Navigo vont continuer pour payer la privatisation.
- Pour le personnel : un transfert obligatoire vers l'entreprise ayant remporté l'appel d'offre avec une dégradation des conditions de travail et, dans certains cas, des baisses de rémunération, augmentant encore les difficultés de recrutement.
- Pour les usagers : une qualité de service qui baisse : matériel moins bien entretenu et formation au rabais pour les futurs machinistes. Cela veut dire moins de bus en état et donc plus de temps d'attente, voire des risques de sécurité avec une multiplication d'accidents pour causes matérielles ou humaines.

Il est encore possible d'agir :

-Au niveau européen en modifiant les traités qui poussent à la privatisation du transport ;
- Au niveau national en décrétant le transport secteur stratégique et donc hors traités ;
- Au niveau régional en instaurant une régie régionale d'exploitation de ces lignes.

Notre section co-organisera avec le groupe communiste à la Région une journée de réflexion le 19 novembre pour dégager un projet précis et très détaillé qui serve de point d'appui pour la période à venir.

La perspective étant de créer dès maintenant le chemin qui permette de transformer les élections régionales de 2028 en référendum sur le modèle de transports que veulent les Franciliens et ne plus laisser Pécresse détruire notre région !✪

Olivier Munoz

Une journée d'automne pour comprendre le monde et construire les solidarités

Le samedi 7 novembre, la fédération du PCF de Tarn-et-Garonne et son journal fédéral *Les Nouvelles82* organisaient leur traditionnelle journée d'automne. Un rendez-vous de formation politique ouvert à toutes et tous, pour prendre le temps de comprendre les grands enjeux de notre époque, confronter les idées et chercher collectivement des réponses aux crises qui traversent le monde.

La matinée était consacrée à l'avenir de l'agriculture face au capitalisme et au dérèglement climatique. Nathan Eryeh-Fort, membre de la commission Agriculture du PCF, a développé une analyse des mécanismes du système capitaliste, qui dépossède progressivement les agriculteurs de leurs choix de production, leur fait supporter l'essentiel des risques et des charges, tandis que les profits sont captés par les grands groupes de l'agro-industrie et de la distribution.

La crise agricole et climatique n'a rien d'une fatalité ni d'un accident : elle est le produit d'un modèle économique qui privilégie la rentabilité au détriment des travailleurs, de l'environnement et de notre souveraineté alimentaire. Alors que se prépare la PAC 2028, les communistes réaffirment leur opposition à un budget européen qui continue de favoriser les grands propriétaires fonciers, sans tenir suffisamment compte du nombre de travailleurs ni des revenus réellement tirés de leur activité. Le PCF défend une autre orientation : une PAC fondée sur l'emploi agricole, garantissant des revenus dignes, encourageant les installations et accompagnant les changements de pratiques nécessaires à une agriculture durable.

La maîtrise du foncier, la responsabilité collective dans la production alimentaire et la nationalisation du crédit agricole ont également nourri les échanges. Autant de pistes qui ont suscité questions, débats et adhésion autour d'une conviction partagée : il est urgent de reprendre la main sur notre agriculture.

L'après-midi, changement de continent, mais même exigence de justice et d'émancipation. Alors que la question du Sahara occidental semble progressivement reléguée au second plan sur la scène internationale, les participants se sont penchés sur le combat du peuple sahraoui pour son droit à disposer de son propre avenir.

Michelle Decaster, présidente de l'AFASPA, a dressé un état des lieux des répressions exercées par le Maroc et présenté la résistance du Front Polisario, déterminée et combative. Une importante délégation de la diaspora sahraouie de la région, conduite par Mohamed Laghdaf Ould Aoua, responsable de la diaspora sahraouie en Europe, et NajemAnna, président de l'association de la diaspora sahraouie à Montauban, était également présente. Un message de Mohamed Ali Zerouali, représentant du Front Polisario en France, a été lu à cette occasion.

Celui-ci a salué l'engagement de la fédération du PCF de Tarn-et-Garonne, des associations de solidarité et des militants mobilisés. Il a rappelé que le Sahara occidental demeure une question de décolonisation et que le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui ne peut être sacrifié aux intérêts géopolitiques et aux alliances diplomatiques. Il a également alerté sur les évolutions récentes au Conseil de sécurité, susceptibles, selon lui, de fragiliser le cadre juridique international et la perspective d'un référendum d'autodétermination.



Cette journée s'est achevée sur une volonté commune : celle de faire vivre et de renforcer les liens entre les communistes du Tarn-et-Garonne et les représentants de la communauté sahraouie. Des rendez-vous réguliers seront désormais organisés pour construire une solidarité concrète et soutenir la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance.

De l'avenir de notre agriculture à celui d'un peuple qui revendique sa liberté, cette journée d'automne aura rappelé une conviction fondamentale : face aux logiques de domination, la connaissance, le débat et la solidarité internationale sont des armes indispensables pour construire un autre avenir.✪

Jérémy Le Moinier
secrétaire de la Fédération 82

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

9/15 novembre 1936 (39)

La colonne internationale

L'Humanité du 13 novembre mentionne, en Une, pour la première fois (à notre connaissance), la présence à Madrid d'une « Colonne internationale ». Première appellation de ce qui va se nommer très vite les Brigades internationales. (Voir les travaux de l'historien Édouard Sill sur cette « Colonne » et sur la contribution essentielle du PCF à sa formation). Le délégué de la Colonne, son commissaire politique, est intervenu à un meeting du PCE, à Madrid. Le journal annonce que la Colonne est composée de « volontaires antifascistes de tous les pays du monde », qu'elle « est entrée en action depuis deux jours sur le front de Madrid » (soit le 10 novembre). Le message du commissaire est court : « L'Espagne défend en même temps que sa liberté celle du prolétariat mondial. La Brigade internationale qui lutte aux portes de Madrid prouve par son existence même la solidarité du prolétariat international avec le prolétariat espagnol. La Brigade internationale luttera avec vous autres jusqu'à la fin, jusqu'à la victoire, en pensant à la libération de tous les peuples opprimés par le fascisme. Peuple de Madrid, tout le monde nous regarde et attend notre victoire sur le fascisme international ! »

La direction du PCF réagit aussitôt à ce message et adresse à André Marty, qui se trouve à Madrid, le salut et le soutien de Marcel Cachin, Maurice Thorez, Jacques Duclos, Marcel Gitton.

Le pont des Français près de Madrid



L'envoyé spécial de *l'Humanité* à Madrid alors est Georges Soria (dans les années 70, on lui devra des sommes sur l'histoire de la guerre d'Espagne, sur l'histoire de la Commune, de la Révolution française ou de la révolution russe).

À Paris, l'Assemblée nationale a fait sa rentrée. À la commission des Finances, les députés Cogniot et Ramette font adopter (27 voix contre 15) un vœu appelant à faire payer les riches. « La commission, prenant acte du premier effort accompli par le gouvernement pour rendre les lois fiscales plus claires et plus démocratiques, lui fait confiance pour poursuivre une réforme fiscale profonde tendant à la création de ressources par l'obligation faite aux détenteurs de grosses fortunes de contribuer comme ils le devraient aux charges de la nation, conformément au programme du Front populaire et par tous aménagements susceptibles d'apporter plus d'équité dans la répartition des charges financières. »

L'actualité sociale est toujours chargée, les grèves pour le respect des lois sociales se multiplient. Débats tendus au Parlement avec ce qu'on appelle « l'affaire Salengro », campagne de calomnies du journal *Gringoire* et de toute la presse fasciste contre le ministre de l'Intérieur, Roger Salengro.✪

Gérard Streiff

MJCF

Des profs plutôt que des missiles

Hier, les lycéens ont manifesté aux côtés des étudiants, des apprentis et des travailleurs. Dans les cortèges, nous avions une même raison de nous mobiliser. Depuis le début de la mobilisation, celles et ceux qui ont choisi de répondre à la colère par le silence, le mépris et la répression nous rétorquent que nous sommes fous. Que l'État n'a plus les moyens.

Des professeurs devant chaque classe, des établissements dignes, des formations accessibles à toutes et tous. Nos revendications seraient trop coûteuses. Il faudrait donc accepter de sacrifier l'avenir de la jeunesse et celui du pays au nom du sérieux budgétaire.

Une pirouette bien étonnante. La comédie jouée par Emmanuel Macron il y a quelques semaines sur le péril russe et la guerre à nos portes nous démontre pourtant l'inverse. Quand il s'agit d'acheter des armes, le gouvernement sait où trouver des milliards.

Des milliards pour les armes

Cette année, il prévoit de consacrer 6,4 milliards d'euros supplémentaires aux armées, soit une hausse de 11 %. Le budget de la défense atteindrait ainsi 63,4 milliards d'euros, soit le double de son niveau de 2017. Ce que Sébastien Lecornu nous présente comme impossible pour nos services publics devient une priorité dès qu'il s'agit de réarmement.

En 2027, si les orientations budgétaires présentées la semaine dernière sont tenues, la dépense militaire serait quasiment équivalente au budget de l'Éducation nationale. Et pendant que le gouvernement accélère le réarmement, il prive nos lycées de moyens, supprime des postes d'enseignants et organise la sélection sociale. Étonnantes priorités, qu'il s'agirait d'assumer pleinement.



Des classes surchargées par choix politique

Que l'on cesse de présenter les classes surchargées et les heures de cours perdues comme une fatalité. Elles sont le résultat de choix politiques. Derrière chaque poste de prof supprimé, chaque avenir contraint par Parcoursup, il y a la production d'armes et de missiles en tout genre qui alimente les guerres. Emmanuel Macron fait le choix de l'OTAN plutôt que celui des enfants de ce pays. Former une génération, c'est pourtant préparer l'avenir du pays.

Nous aurons besoin de personnels soignants, d'ouvriers qualifiés, d'enseignants et de chercheurs pour répondre aux besoins de la population et relever le défi écologique. Comment prétendre construire la France de demain en refusant à sa jeunesse les moyens d'étudier aujourd'hui ?

C'est ce que portent les lycéennes et les lycéens mobilisés.



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

Leur combat concerne tout le pays.

Quand ils réclament des profs et que les cheminots exigent des embauches pour faire rouler les trains, ils défendent tous deux les services publics dont nous avons besoin. C'est ce qui nous a réunis le 5 novembre. À nous de poursuivre ensemble la mobilisation, dans les lycées, les CFA, les universités et les entreprises.

Oui, nous avons les moyens. C'est une question de priorités politiques. Celles du gouvernement sont la militarisation et les dividendes. Les nôtres sont de construire le pays, de former sa jeunesse et de répondre aux défis qui nous font face.✪



Bastien Bonnargent
secrétaire général du MJCF

Afrique du Sud : le recul de l'ANC ouvre une nouvelle séquence politique



Les élections municipales du 4 novembre 2026 confirment une transformation profonde du paysage politique sud-africain. L'African National Congress (ANC), qui a conduit la lutte contre l'apartheid et gouverne le pays depuis 1994, demeure la première force politique, mais son hégémonie appartient désormais au passé. L'entrée du Parti communiste sud-africain (SACP) dans la compétition électorale sous ses propres couleurs et la multiplication des municipalités sans majorité absolue ouvrent une période d'incertitude. Les résultats constituent également un avertissement à un an de la conférence élective de l'ANC, prévue en décembre 2027.

L'ANC recule, mais conserve sa position centrale

Avec 30,76 % des suffrages et 3 246 sièges municipaux, l'ANC enregistre son plus mauvais score électoral depuis la fin de l'apartheid. Il avait obtenu environ 45,6 % aux municipales de 2021 et 40,2 % aux législatives de 2024. La Democratic Alliance (DA) recueille 26,64 %, devant uMkhonto weSizwe (MKP) de l'ancien président Jacob Zuma, les Economic Freedom Fighters (EFF) de Julius Malema (6,22 %) et ActionSA (5,67 %).

Ce recul doit néanmoins être contextualisé. L'ANC reste le premier parti du pays, conserve une majorité absolue dans 53 municipalités et arrive en tête dans 128 sur un total de 257. La participation, passée de 45,9 % en 2021 à environ 52 %, montre par ailleurs que son affaiblissement ne résulte pas simplement d'une absence accrue. Enfin, une partie de son électorat s'est déplacée vers des formations issues de ses propres divisions, notamment le MKP et les EFF. La dispersion des suffrages ne signifie pas une adhésion générale au programme libéral de la DA.

Il serait réducteur cependant de réduire cette évolution à une querelle de personnes. Les scandales de corruption, les luttes de factions, le chômage massif, les inégalités persistantes et la dégradation des services municipaux ont progressivement érodé la confiance populaire. L'ANC paie aussi les contradictions d'une transition démocratique qui a profondément transformé les institutions politiques sans modifier suffisamment les structures économiques héritées de l'apartheid. Son capital historique demeure considérable, mais il ne constitue pas une garantie électorale.

Le SACP franchit un pas historique

Pour la première fois, le Parti communiste sud-africain (SACP), allié historique de l'ANC au sein de l'alliance tripartite avec la centrale syndicale COSATU, a participé aux élections municipales sous sa propre bannière. Cette décision marque une évolution importante dans les relations entre les deux organisations.

Selon la Commission électorale indépendante (IEC), le SACP recueille 2,29 % des suffrages proportionnels municipaux. Ce résultat témoigne d'une capacité de mobilisation électorale autonome. Le parti réalise des percées dans l'Eastern Cape, où il obtient cinq sièges





à Buffalo City.
Cette participation indépendante de celle de l'ANC exprime des divergences politiques anciennes, particulièrement sur les orientations économiques, les politiques sociales et les rapports entre le mouvement de libération et les classes populaires. Elle ne signifie pourtant pas la disparition de l'alliance historique. Des responsables de l'ANC envisagent déjà des coalitions avec le SACP, tandis que son secrétaire général, Solly Mapaïla, lie une éventuelle coopération à une réorientation des politiques économiques. La question est désormais de savoir si cette autonomie électorale débouchera sur une autonomie stratégie durable.

Des municipalités difficiles à gouverner, une succession à préparer

La fragmentation électorale annonce des négociations complexes dans une grande partie des municipalités. Les coalitions seront souvent indispensables, notamment dans les grandes agglomérations. Or l'expérience montre que ces alliances peuvent être fragilisées par les changements de majorité, les motions de défiances répétées et les rivalités autour des fonctions exécutives. Un projet de loi sur les coalitions municipales prévoit notamment de formaliser les accords entre partis, d'allonger les délais de négociation et d'encadrer les motions de défiance. Ces dispositions pourraient favoriser la stabilité, à condition de ne pas affaiblir le contrôle démocratique. La principale difficulté reste celle de la gouvernance : l'approvisionnement en eau, l'électricité, l'assainissement et les services publics dans des collectivités souvent confrontées à de graves difficultés financières et administratives.
Ces résultats pèseront inévitablement sur la Conférence élective de l'ANC de décembre 2027, qui désignera le prochain président du parti. Cyril Ramaphosa, au terme de son second mandat à la tête du parti, ne pourra pas se représenter. La bataille de succession risque d'exacerber les divisions internes alors que l'ANC devra préparer les élections générales de 2029.
Deux orientations pourraient s'affronter : poursuivre les compromis actuels, notamment avec la DA au sein d'un gouvernement d'unité nationale, ou rechercher une reconstruction politique autour des forces historiquement liées au mouvement de libération. Cette seconde perspective suppose de répondre aux attentes sociales qui ont nourri leur éloignement.✪

Félix Atchadé
responsable du collectif Afrique du PCF

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse :..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

Communistes

2, place du Colonel-Fabien -Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA